

Coût de la vie

J'aimerais aborder cette question du contrôle des prix et des salaires. Ce problème n'a pas été l'objet principal du débat d'aujourd'hui, et peut-être le parti conservateur refuse-t-il cette proposition. Je ne suis pas sûr de la loyauté dont fait preuve ce parti à l'égard du contrôle des prix à l'heure actuelle. Je crois parfois que si en raison de la sagesse des électeurs canadiens, le NPD formait un gouvernement, il envisagerait peut-être l'imposition d'une régie sur les prix et salaires. Je pose la question suivante à l'opposition officielle: Serait-elle aussi enthousiaste au sujet de la régie des prix et salaires, si le Nouveau parti démocratique était au pouvoir qu'elle l'est maintenant devant la perspective de former elle-même le gouvernement? Je ne le crois pas.

Je dis cela, car la régie des prix et salaires n'est pas une question indifférente qu'une commission quelconque imposera. La régie des prix et salaires est une question politique et les décisions qui sont prises—qui en profitera et souffrira—sont subordonnées dans une large mesure aux sympathies du gouvernement au pouvoir. Je ne suis pas disposé à confier la régie des prix et salaires aux Conservateurs ou aux Libéraux. La régie des prix et salaires est un instrument de récompense et de sanction dans une société, tout comme notre régime fiscal, et nous avons tous constaté ce que le gouvernement et l'opposition ont fait du régime fiscal. Il importe de rappeler aux Canadiens que l'opposition critique ouvertement le gouvernement, sauf lorsqu'il s'agit d'accorder des dégrèvements d'impôts aux sociétés. Alors le masque tombe et l'on assiste à un débat qui n'en est pas un, puisque les deux camps jouent le même jeu.

L'opposition officielle a eu la chance de provoquer des élections, nous la lui avons fournie, il y a quelque temps. Tout ce qu'il aurait fallu faire, c'était de voter contre le gouvernement lorsque les modifications ont été apportées concernant l'impôt sur le revenu des sociétés.

M. Kempling: Parlez-vous du vote sur la Polymer.

M. Peters: Pourquoi n'écoutez-vous pas l'argument au lieu d'en présenter un?

M. Saltsman: Vous allez avoir la chance de répondre. Les députés de l'opposition parlent d'inflation et de ses répercussions sur le pays, mais lorsqu'ils ont l'occasion de faire quelque chose pour l'enrayer, comme, par exemple, refuser les dégrèvements d'impôt sur le revenu des sociétés et les amortissements accélérés, ils laissent passer leur chance. C'était la plus mauvaise politique à appuyer pour quiconque se préoccupe d'inflation parce qu'elle est extrêmement stimulante. C'est le genre de chose qu'il y aurait sans doute lieu de faire en temps de dépression. Si vous agissez ainsi en période d'inflation alors que vous vous inquiétez des prix, la seule conclusion possible, c'est que vous faites à quelqu'un une damnée grosse faveur et ne vous souciez pas des conséquences inflationnistes.

Pour commencer, cette mesure avait un but manifestement expansionniste ou n'avait pas de but du tout. Elle répandrait davantage d'argent sur l'économie. Elle n'abaîsserait certainement pas les prix; rien n'autorise à conclure que les 500 millions que le gouvernement a si généreusement distribués aux sociétés canadiennes aient contribué à réduire les prix. Les prix n'ont pas changé d'un iota. Le ministre des Finances se retrouve gros Jean comme devant. Les bénéficiaires de ses largesses vous le malmènent à qui mieux mieux. Même avant la publication du rapport promis, ils disent qu'ils n'ont pas eu le temps

[M. Saltsman.]

nécessaire pour évaluer la situation, que le libellé du questionnaire laissait à désirer, et le reste.

Si le ministre avait voulu réduire les prix, il aurait réduit les concessions tarifaires, car les prix dans l'industrie de fabrication dépendent entièrement des prix des produits importés et du niveau des tarifs. Aussi longtemps que les droits de douane ne seront pas modifiés, un faible taux d'imposition ne fera qu'augmenter les marges de profits des sociétés. La chose est également vraie des allocations améliorées d'amortissements. Elles sont de toute évidence d'ordre inflationniste et conçues pour stimuler les achats de machines dans l'espoir de produire une remontée de l'économie. Nous connaissons la position qu'a adoptée le gouvernement. Elle est claire. Nous avons tous vu cette bande d'enfants terribles en face, et nous le reconnaissons parce qu'après tout, nous avons fait une campagne électorale sur ces questions. Mais où donc étaient les députés conservateurs quand le gouvernement se montrait si généreux envers les sociétés? Où donc étaient-ils ces grands défenseurs du peuple et ceux qui se disent si intimement concernés par l'inflation? Ont-ils élevé la voix sur ces questions?

Une voix: Et vous, où étiez-vous durant le débat sur la société Polymer?

M. Saltsman: Je comprends bien que le parti conservateur veuille former le gouvernement. Alors, s'il adoptait une politique des salaires et des prix, il pourrait se montrer encore plus généreux à l'égard des sociétés. On doit se rappeler que de la façon dont fonctionne l'industrie de nos jours, il y a au moins une raison d'être derrière le système de commercialisation, qu'elle soit juste ou injuste. Si nous en arrivions à un régime de contrôle des salaires et des prix le gouvernement se prendrait pour Dieu le père et jouerait avec l'argent du peuple et je ne suis pas prêt à voir les conservateurs ou les libéraux jouer ce rôle divin. Je ne crois pas qu'ils favoriseraient l'ouvrier au détriment de ceux qui retirent des intérêts ou des dividendes. Je ne suis pas convaincu qu'ils seraient bienveillants envers les salariés. Bien qu'il soit facile d'évaluer des salaires, comment évaluez-vous des profits, des intérêts, des dividendes, des loyers et où établir la ligne de démarcation?

● (2230)

Une voix: Pourquoi n'étiez-vous pas le premier orateur?

M. Saltsman: Nous avons tellement de députés que c'est toujours pour nous un problème de savoir qui prendra la parole. Je me rends compte que le député n'a pas ce genre de difficulté. Je sais bien qu'il est tard, monsieur l'Orateur, et il y a du tapage, ce qui est compréhensible, mais sauf quelques observations préliminaires, je ne suis pas encore rendu au vif de mon sujet. C'est attribuable aux harcèlements dont j'ai été l'objet de la part de ce côté-là qui m'a empêché d'aborder les aspects plus sérieux de mes observations.

Nous avons parlé de la cause de l'inflation. Un orateur l'a attribuée à la pression des coûts, un autre aux pressions de la demande, et un troisième a donné l'explication qui me paraît la plus commune, savoir qu'elle est entièrement imputable à l'iniquité du parti libéral. C'est une explication raisonnable. Toutefois, en examinant les articles qui ont accusé la plus grande augmentation de prix, nous découvrons presque invariablement qu'il s'agit d'articles que nous exportons partout dans le monde. Cela signifie qu'il n'existe aucune pénurie de quoi que ce soit au